

«Le Monde» et l'immigration, l'humain malgré tout

Philippe Bernard

C'était un temps où l'immigration symbolisait tous les espoirs : la reconstruction d'un pays en ruine, la vitalité démographique pour une France chancelante, sa prospérité future. Lorsque *Le Monde* prend son envol, le 19 décembre 1944, l'Europe est dévastée, et personne ne considère l'immigration comme un «problème». C'est une nécessité absolue. «La France se propose d'accueillir 2 millions d'étrangers en dix ans». Il n'est pas anodin que le premier article important sur le sujet, ainsi filtré, ait été signé, le 17 octobre 1945, par Jacques Fauvet, futur directeur (1969-1982) du journal. Significatif aussi qu'il ait été surtitré : «Pour une politique d'immigration», cinq mots qui annoncent, sur ce sujet, le message du *Monde*.

Feuilleter les milliers d'articles depuis lors consacrés à ce thème n'est pas un voyage de tout repos. Le contexte géopolitique et l'état de l'économie ont varié. La perception des étrangers aussi : comme de la «main-d'œuvre» pendant les «trente glorieuses», comme une population nouvelle ensuite. Aux Italiens, aux Polonais, ont succédé les Nord-Africains, les Portugais, puis les Africains et les Asiatiques.

Les «travailleurs immigrés» des années 1970 s'appelleront «immigrés» au cours des décennies 1980-1990, souvent «migrants» à partir des années 2000. Question périphérique éloignée des grandes joutes politiques pendant les quatre premières décennies de la vie du *Monde*, l'immigration est en devenir l'un des sujets majeurs, récurrent depuis les années 1980. Lire quatre-vingts ans d'immigration dans *Le Monde*, c'est aussi dérouler le fil d'une mutation historique dont le journal a lui-même été acteur : la décolonisation.

De cela, il n'est pas question lorsque Jacques Fauvet inaugure, en page 4, la longue chronique de l'immigration. Que les «sujets» de l'empire puissent s'installer dans l'Hexagone n'est guère envisagé. Il s'agit d'une migration intérieure. «On ne saurait appeler immigrés les nombreux Algériens qui viennent travailler en France», jugent *Le Monde* après l'instauration, en 1947, de la libre circulation entre les départements français d'Algérie et la métropole pour les musulmans d'Algérie.

Des «migrants», le nouveau spécialiste a une vision liée à son histoire personnelle : il a fait son entrée au *Monde* en juin 1945, avec deux remarquables reportages dans la «zone russe» de l'Allemagne où il a lui-même erré après sa libération de l'Oflag IV-D (camp d'officiers prisonniers de guerre essentiellement français, de 1940 à 1945, en Allemagne). Embauché pour couvrir trois rubriques — la religion, l'université et les prisonniers —, c'est par le biais de ces derniers qu'il entre dans le sujet de l'immigration. «Plus de 100000 prisonniers allemands sont occupés dans les campagnes de France» et 18 000 dans les houillères du Nord. Jacques Fauvet raconte leur étrange situation entre haine, besoin criant, et crainte des travailleurs français d'une concurrence. S'inquiétant de la mortalité dans les camps français où sont détenus ces prisonniers, il proclame qu'un prisonnier, même allemand, est un humain», dans un titre (le 1^{er} octobre 1945) qui résume l'humanisme chrétien sur lequel s'est fondé le journal.

Exsangue, la France manque de bras et le général de Gaulle réclame non seulement «12 millions de beaux bébés», mais aussi

l'introduction, «avec méthode et intelligence, de bons éléments d'immigration». Jacques Fauvet défend, dans l'article du 17 octobre 1945, «des méthodes nouvelles» : l'Etat — et non plus le patronat comme avant 1939 — doit gérer l'entrée de la main-d'œuvre étrangère, en fonction des «nécessités économiques», mais aussi de «considérations démographiques». «Bons éléments» signifie, selon lui, «sains, assimilables et prolifiques». «Des travailleurs, oui. Mais des hommes aussi, des hommes surtout.»

Mais où trouver ces hommes travailleurs ? On pense aux «réservoirs naturels que sont l'Espagne, le Portugal, l'Italie». Jacques Fauvet rend compte des débats sur le degré d'«acceptabilité» des étrangers qui opposent défenseurs de l'égalité républicaine aux partisans d'une sélection ethnique qui veulent attirer des «Nordiques» parce qu'un surcroît de Latins risque d'aggraver une rupture déjà sensible dans la structure humaine du pays». Ces derniers, note Jacques Fauvet, «se dégagent du moindre péché de racisme».

«REPEUPLER LA FRANCE»
Pour «repeupler la France», *Le Monde* suggère plusieurs pistes de «prospection» : d'abord les «personnes déplacées», apatrides chassés ou déportés par les nazis en Europe centrale. «Après avoir vu l'ingéniosité dont font preuve nombre d'entre eux pour se créer des intérieurs propres et avançants dans des baraquements en ruine, écrit Pierre Bianquis, nous sommes sûrs qu'ils sauraient rapidement restaurer nos villages abandonnés, ramener la terre qui meurt et faire retenter de leurs beaux chants nos campagnes aujourd'hui muettes.» Jean Schwobel, qui a lui-même combattu pour la libération de l'Europe, fustige les réticences des pays européens à ouvrir leurs portes, pour des raisons inspirées par «des égoïsmes syndicaux et des préjugés politiques et raciaux».

On pense aussi aux réfugiés. Sur ce sujet également, les valeurs du journal sont ancrées dans le vécu des journalistes. «La question des réfugiés est l'une des plus graves (...) qui se posent devant la conscience des hommes et devant les gouvernements des nations libres. Traditionnellement la France fut toujours un pays d'asile, et c'est une de nos fiertés que les exilés (...) aient toujours considéré notre terre comme une seconde patrie», écrit Rémy Roure (le 21 janvier 1952) qui, résistant, a été déporté à Auschwitz et à Buchenwald.

Mais le grand élan de la Libération en faveur d'une planification de l'immigration fait long feu : les syndicats voient d'un mauvais œil la «main-d'œuvre étrangère», qui n'est d'ailleurs pas celle qui était attendue. «Un péril national : l'immigration incontrôlée de travailleurs nord-africains», n'hésite pas à titrer *Le Monde* le 7 décembre 1948. Maurice Vaudier relate l'afflux à Paris de ces personnes «ignorantes de nos coutumes» qui travaillent «dans les industries les plus pénibles (...) et s'installent dans les pires taudis». La conclusion est inattendue : «Peut-on espérer renforcer l'influence française en Afrique du Nord, y faire apprécier les meilleures qualités de notre peuple par des hommes qui, partis volontairement (...) demeurent pendant leur résidence dans la métropole à l'état de parias?» L'auteur met en cause l'échec de l'éducation de «nos administrés musulmans (...) en dépit de plus de cent ans d'occupation en Afrique du Nord».

Ainsi est établi le lien entre colonisation et immigration. Au lendemain du tragique

Promesse de renouveau et de reconstruction de l'Europe dans l'immédiat après-guerre, l'immigration est devenue, quatre-vingts ans plus tard, le symbole des pires drames humains et le cheval de bataille des contempteurs de l'Etat de droit

14 juillet 1953 à Paris — sept morts sous les balles de la police parmi les manifestants nationalistes algériens —, *Le Monde* brosse, sous la plume d'André Sevry, un portrait des Nord-Africains de Paris sans «passer sous silence la méfiance qu'ils inspirent», partagée qu'ils sont entre la «main-d'œuvre indispensable» qui constituent certains et l'*«état de vagabondage permanent»* où vivent d'autres. Mais Sevry, qui a participé à la libération de la France en 1944, reproche aux «politicians et aux policiers» d'offrir «pour courir aux ignorants et aux racistes «les bicos, les sidis», des hommes de même race que (...) [les] tirailleurs et [les] spahis [dont] les cimetières d'Italie, de la vallée du Rhône, des Vosges, d'Alsace» sont remplis.

Quant aux migrations que va provoquer la décolonisation, elles apparaissent pour la première fois des 1956-1957 dans les articles d'Eugène Mannoni intitulés «Du Maghreb à la Garonne» où le mot «rapatrié» est utilisé dans le sens que va lui donner la guerre d'Algérie. Ils racontent les conséquences du rachat de grandes exploitations céréalières du Midi de la France par des colons expulsés de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. «Le peuple français n'était-il pas en grande partie lié à des structures coloniales et pense-t-on qu'il puisse survivre à leur écroulement?», s'interroge Eugène Mannoni, résistant passé par la presse communiste. Ce grand reporter, qui couvre la guerre d'Algérie, est, comme toute sa génération, «entre en journalisme au temps où (...) la cause mobilisante était l'émancipation des peuples du tiers-monde, colonisés ou non», rappelleront Jean Lacouture et Philippe Labro dans sa nécrologie, publiée en 1994, dans *Le Nouvel Observateur*.

Le passionnant reportage d'Eugène Mannoni décrit le conflit politique entre ces riches «immigrants d'Afrique» habitués à l'arrogance vis-à-vis de leurs «fellahs» et les autochtones de ce Sud-Ouest rouge qui ne supportent pas d'être «[pri]s pour des Arabes» (le 20 juillet 1956). Un malaise exacerbé par un incroyable chassé-croisé : les jeunes locaux sont arrachés à leur terre gasconne pour être enrôlés en Algérie, où certains... montent la garde pour protéger les propriétés désertées par les colons qui se sont installés chez eux.

C'est encore sous la plume d'Eugène Mannoni (le 24 novembre 1954) qu'apparaît, dans le paysage français, le mot «bidonville», jusqu'à réserver au contexte colonial et désormais associé à l'immigration. Près de la gare Montparnasse, à Paris, le reporter a repéré un

terrain vague peuplé d'Algériens dont «la seule présence, au cœur de la capitale (...), est si scandaleuse qu'il paraît devenir le symbole criant de la misère de nombreux Nord-Africains en France». L'article vaut prise de position : «N'intéressent-ils que les policiers, ces Algériens aux visages ternes et émaciés, aux silhouettes osseuses, qui regardent du haut de leur butte la foule s'écouler le long du boulevard de Vaugirard, et qui attendent?»

La dénonciation du scandale de la misère des «Nord-Africains» en France sera une constante du journal. Ravages de la tuberculose et des accidents du travail, racisme... Dès 1953, *Le Monde* souligne «les responsabilités de la France envers les travailleurs qui viennent de plus en plus nombreux d'Afrique du Nord (...) et qui ne trouvent bien souvent dans la métropole que le chômage et la misère». Le sujet, sanitaire et social, devient de plus en plus politique lorsque les «émigrés algériens», comme seul les nomme le Front de libération national (FLN), deviennent eux-mêmes des acteurs et des enjeux de la guerre d'Algérie.

En témoigne la plongée qu'effectue dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris, Bertrand Poirot-Delpech, futur académicien et feuilletoniste du *Monde*. Intitulé «Heures chaudes dans la «médina» de Paris», son reportage en deux volets (publiés les 21 et 22 juin 1957) décrit un quartier qui «appartient désormais tout autant aux musulmans que la Casbah d'Alger» et vit sous une extrême tension. «Se battent mutuellement peur, Européens et musulmans s'observent : l'autochtone ici, c'est le Parisien. A son passage, les conversations s'arrêtent, les regards se font arrogants. Les fouilles multipliées exaspèrent les uns sans rassurer les autres.» Bertrand Poirot-Delpech décrit le système implacable de collecte de l'*«impôt populaire»* par lequel les organisations rivales que sont le MNA et le FLN «rancognent» habitants et commerçants.

LES «MECHTAS DE LA BANLIEUE»
Alors que l'*«intégration»* des musulmans est le mot utilisé officiellement pendant la guerre d'Algérie pour désigner la politique coloniale — destinée à assurer le maintien de la présence française en Algérie par une *«intégration»* des musulmans et des Européens —, il prend un tout autre sens en France, quand il s'applique aux «travailleurs musulmans».

Il est employé pour la première fois avec cette acception dans un reportage signé Eugène Mannoni (les 19 et 20 avril 1960) sur les «mechtas de la banlieue», autrement dit les bidonvilles d'Asnières, de Gennevilliers et de Colombes. Ces Algériens «très mal logés» qui vivent «entre rafles, refus d'embauche, embrouilles administratives, escroqueries» et sont «groupés en colonies fermées d'hommes seuls», Eugène Mannoni «les préférerait — et peut-être eux aussi? — répartis dans des immeubles avec pour voisins des métropolitains. Mais il ne s'agit là que d'une "idée" (...): pas encore d'un projet. Comme elle est dure à réaliser décidément, (...) cette "intégration" de 100000 hommes à 5 millions de Parisiens»...

Longtemps, la transposition sur le sol hexagonal des violences de la guerre d'Algérie masque le processus d'enracinement des Algériens en métropole. *Le Monde* rend compte de la prise en état des «travailleurs musulmans». Au lendemain de la mortelle répression de la manifestation du FLN du 17 octo-



Prisonniers de guerre allemands au travail, dans la forêt de Haguenau (Bas-Rhin), en juin 1945. HANS GERBER/KEystone

tout porté par des militants chrétiens et de gauche, *Le Monde* est dans son élément. Gilbert Mathieu, le chef du service Economie où œuvre Jean Benoît, chroniqueur méticuleux des luttes des immigrés de 1970 à 1984, est un catholique engagé, sympathisant du Parti socialiste unifié (PSU).

Le journal commence aussi à s'intéresser à l'immigration en tant que transplantation humaine d'un monde à un autre. De la haute vallée du fleuve Sénégal à un « foyer taudis » du 13^e arrondissement, Jean-Claude Guillebaud place dans une remarquable série de reportages (18-20 mai 1973) le cycle des migrations du Sahel dans leur contexte historique, social et économique, décrivant sans concession l'admirable solidarité, mais aussi l'emprise communautaire liées à cette « nouvelle traite des Noirs (...) », « un scandale » qui (...) « arrange tout le monde, à commencer par les gouvernements [français et africains] intéressés » et les trafiquants.

Le journal pilonne la politique brutale de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard des immigrés sans masquer les difficultés. Dès 1970, Nicole Bernheim montre que l'« immigration familiale, satisfaisante pour la morale, (...) n'en pose pas moins de graves problèmes économiques, sociaux et culturels ». Elle décrit « dans les HLM, des escaliers entiers d'Espagnols ou de Marocains [qui] provoquent des tensions avec le voisinage » et, dans les écoles, « les problèmes de pédagogie et de discipline (...), au-delà de 25 % d'élèves étrangers ».

LES PIEDS DANS LE PLAT

A l'arrivée de la gauche au pouvoir, le journal ne cache guère son enthousiasme. « Immigration : réparer les injustices », affiche-t-il dès le 29 mai 1981, saluant l'engagement du nouveau pouvoir pour « l'égalité des droits ». *Le Monde* ne cesse pas de soutenir l'octroi du droit de vote aux étrangers aux élections locales – « Ce jour-là, la droite parlera autrement des étrangers, parce qu'ils seront des électeurs », espère Philippe Boucher (le 16 novembre 1985) – tout en dénonçant l'instrumentalisation répétée de cette promesse jamais tenue.

Les grèves dans l'automobile de 1981-1982 et surtout la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 marquent une césure historique : l'immigration cesse d'être vue d'abord sous l'angle économique et social pour s'imposer au cœur du débat politique et sociétal. Tandis que le service Politique dirigé par Jean-Marie Colombani se mobilise sur l'extrême droite, la question de l'immigration va passer au service Société. Deux figures du journal, dont les références chrétiennes sont partagées avec M. Colombani, se posent en artisans de ce changement.

Depuis son embauche à la rubrique Education en 1968, Bruno Frappat s'intéresse aux marges de la société négligées par *Le Monde* : féministes, homosexuels, prostituées... immigrés. Au misérabilisme dominant, il oppose sa plume grinçante. « On peut être humaniste et sarcastique, explique-t-il aujourd'hui. Respecter tout le monde tout en prenant de la distance, ne pas tout prendre au tragique. » Raillant les prétendus « seuils de tolérance » d'immigrés dans les HLM, il ironise à une (23 mars 1985) : « Quoi de plus fou que ces (...) Maghrébins, [ces] Portugais qui, non contents de construire des immeubles dans notre douce France, ont le front de demander que leurs familles puissent aussi franchir le seuil pour s'y loger ! »

Le journal chronique l'enracinement en France de la « deuxième génération ». « C'est bien de la France qu'il s'agit, et non plus du Maghreb, constate Bruno Frappat en saluant l'arrivée de la Marche pour l'égalité à Paris. Les « beurs » sont entrés dans Paris, intrusion calme dans l'histoire de la nation française (...). Comme les bourgeois et les sans-culottes de 1789, ils aspirent à un droit si naturel [l'égalité] que le rappel en paraît désuet. » Et il adresse un double message qui sonne comme un parfait résumé de la ligne du journal : « À la gauche appliquez vos idéaux ; à la droite : ne jouez pas avec le racisme. »

Aux sarcasmes et aux colères engagées de Bruno Frappat, Robert Solé, qui lui succéde en 1984 à la tête du service Société, oppose son flegme et sa gravité. « Le Monde, cela voulait dire ouverture sur l'étranger, humanisme, démocratie chrétienne, rejet de l'extrême droite », résume aujourd'hui ce dernier. Pour la première fois, l'immigration devient un sujet en soi dans le journal. Une mutation née du flair et de l'appétit d'écriture de Robert Solé. « Il y avait un sujet en jachère dont je sentais qu'il allait prendre de l'importance et qui m'intéressait beaucoup, l'immigration, raconte-t-il. Personne ne m'a donné

bre 1961 à Paris, Michel Legris décrit les habitants du bidonville de Nanterre comme « pris dans une double terreur : la terreur que leur inspire la police, qui les maltraîne aveuglément parce qu'elle voit en eux les représentants d'une race qu'elle considère comme ennemie, et la terreur provoquée par le FLN qui (...) frappe encore plus sûrement ceux qu'il juge trahis à la cause ». Une autre réalité n'échappe pas au reporter : « La population européenne de la (...) banlieue voisine - une banlieue "rouge" pourtant - est gagnée par le racisme. »

Fidèle à sa tradition humaniste et antiraciste, le journal plaide en faveur d'une politique d'« intégration dans notre communauté des travailleurs algériens ». Plutôt que d'« entretenir le racisme latent des foules », il faut lui « dire la vérité », autrement dit l'amener à « comprendre que ces hommes, s'ils ne nous sont pas identiques, n'en sont pas moins nos semblables » (Pierre Renier, 21 octobre 1961).

Une autre migration intéresse *Le Monde*, celle des « rapatriés ». Dès 1960, Eugène Manon décrit le « ressentiment », le « sentiment d'isolement » et les « conséquences électoraless » de l'installation dans le sud de l'Hexagone des Français du Maroc et de Tunisie. En notant la contradiction avec l'époque où l'Etat les incitait à « demeurer là-bas » afin de « sauvegarder le plus possible l'ancienne présence française ».

Mais le phénomène prend une tout autre dimension, dans le contexte de panique qui accompagne l'indépendance de l'Algérie en 1962. *Le Monde* décrit l'« entassement [des rapatriés] dans des chambres d'hôtel » à Marseille, l'hostilité de l'accueil et le chômage. Maurice Denuzière, futur auteur du best-seller *Louisiane* (JC Lattès, 1977), raconte aussi l'exaspération des Marseillais face aux exactions de la pègre d'Alger, elle aussi rapatriée, tout en s'inquiétant de l'extrême droite qui « compte sur la reconnaissance » des pieds-noirs aux prochaines élections (le 27 juillet 1962).

En parallèle, le journal couvre le « reclassement » des harkis, notamment dans un camp du Larzac où ils succèdent à des détenus du

APRÈS MAI 68, LA THÉMATIQUE DES « TRAVAILLEURS IMMIGRÉS » S'IMPOSE ET RELÈVE DÉSORMAIS DES SERVICES ÉCONOMIE ET SOCIAL ET SOCIÉTÉ

LES FRANÇAIS SONT-ILS RACISTES ?

Le Monde fait découvrir à ses lecteurs les autres immigrations. A la frontière espagnole, Kosta Christitch, du service des Informations générales, décrit des Portugais clandestins abandonnés par les passeurs. « Ainsi, écrit-il, se répète à la frontière basque comme à tant d'autres frontières la scène pitoyable et monotone des exodes manqués : mutisme, visages de peur, immobilité de ceux à qui tout pouvoir de décision a été retiré, docilité de troupeau que l'on reconduit à la frontière, vers cette misère qui les a fait venir (...) le 25 mai 1963. »

Le spectacle des « esclaves volontaires » d'un foyer africain de Montreuil que Michel Legris décrit, le 21 février 1963, n'est pas plus réjouissant : « On se croirait dans les cales d'un vieux navire (...). La plupart des hommes sont à demi allongés. Ils ne peuvent guère se tenir assis sur

leurs lits superposés (...). Les Noirs ont une extrême pudore devant leur misère (...) et l'on n'imagine guère que l'Africain qu'il nous arrive de voir dans la rue le dimanche, vêtu d'une impeccable chemise blanche, [peut-être] un des trois cent deux locataires de la rue d'Orgemont, qui ne disposent, pour se laver, que d'un seul point d'eau - glaciée - au fond d'une cour. »

Après Mai 68, la thématique des « travailleurs immigrés » s'impose et relève désormais des services Economie et social et Société. Luttes ouvrières, pour le logement, les papiers, contre le racisme : l'immigration devient un sujet de société et le journal s'indigne du fait que la prospérité française repose sur l'exploitation des immigrés du tiers-monde. Pierre Viansson-Ponté, ancien chef du service Politique, ne mâche pas ses mots dans ses chroniques. Il dénonce, le 18 juin 1972, « l'exploitation [des immigrés] par les marchands d'hommes (...); les ratonnades policières dans les foyers, les bidonvilles, les cafés, où s'entasse le sous-prolétariat, sans oublier « les brutalités discriminatoires (...), les licenciements abusifs ».

A l'époque où vient de se créer *Le Monde*, le journal n'hésite pas à manier le second degré : « Qu'ils retournent donc vivre, ou crever chez eux. La France aux Français, raille Pierre Viansson-Ponté. Ces Français qui, s'ils étaient par malheur écoutés, verraient tous leurs chantiers et bien des usines s'arrêter (...) faute d'ouvriers nord-africains et portugais, sans parler des bonnes espagnoles, des balaïeurs noirs et des postiers antillais. Si ces Français-là n'ont pas de reconnaissance du cœur, qu'ils aient au moins celle du ventre. »

« Nous prospérons sur un amas de misère », appuie Jean Lacouture dans une série de reportages, « Les Français sont-ils racistes ? ». Plus d'une décennie avant la montée de Le Pen dans les votes, le grand reporter souligne que le chômage peut conduire « à des affrontements, qui seraient le meilleur terrain de relance pour un néopourjadismexénophobe, fait non plus de boutiquiers, mais de militants ouvriers démoralisés ». Dans ce combat pour les droits humains et contre le racisme sur

LIRE LA SUITE PAGE 22



Le restaurant La Médina, dans le quartier de la Goutte-d'Or, en 1973. LÉON CLAUDE VENÉZIA/ROGER-VIOLLET



Dans un bidonville, en banlieue parisienne, vers 1968. JANINE NIEPCE/ROGER-VIOLLET

SUITE DE LA PAGE 21

ce dossier. Je l'ai pris. » Robert Solé sait de quoi il parle: né au Caire, il est arrivé en France en 1964 avec une bourse d'études et se vit comme issu d'*« un monde minoritaire en tant que chrétien en pays musulman »*. Dans le débat qui monte entre le « droit à la différence » et le « devoir de ressemblance », Solé, qui se définit comme « *français ni de sang ni de sol, mais de cœur et de choix* », choisit le second. « *La "victimisation" [des immigrés] conduit certains journalistes à changer de casquette et à devenir plus ou moins des militants* », explique-t-il en 1988 dans un entretien avec la sociologue Jacqueline Costa-Lascoux. *C'est une lourde erreur. [Cela] agace une partie des lecteurs (...).* »

Ainsi, alors qu'en 1985 SOS-Racisme et son antiracisme compassionnel font un tabac, *Le Monde* annonce à la une (le 19 décembre) qu'*« un détenu sur quatre est de nationalité étrangère »*, *« Inutile de se voiler la face*, écrit Robert Solé. Aujourd'hui, en France, la délinquance étrangère est essentiellement maghrébine ». *« J'ai mis les pieds dans le plat alors que tout le monde tournait autour*, commente-t-il aujourd'hui. *J'estimais que Le Monde, insouciantable de racisme, pouvait se le permettre.* »

Sur la question du foulard à l'école, posée à partir de 1989, les deux sensibilités qui divisent la France partagent aussi la rédaction du *Monde*. D'un côté, Robert Solé estime que « *ces adolescentes en tchador [sont] appelées à vivre définitivement en France et à se libérer de certaines pratiques* » et que « *dans une société laïque (...), l'islam ne peut vivre et s'exprimer publiquement de la même manière que dans un pays musulman* ».

De l'autre côté, Bruno Frappat voit une « *affaire minime* » transformée en « *afrontement de civilisations* » par « *maladresses* » (le 25 octobre 1989), voire « *une forme de racisme larvé envers les Arabes dans une partie du peuple de gauche* » (le 12 novembre). Il commente aujourd'hui : « *Ma thèse était qu'il fallait respecter le désir des filles ; Robert [Solé] voyait le foulard comme un signal anti-occidental.* »

Fin 2003, après quinze ans de polémique, alors que monte la revendication d'une loi prohibant le foulard à l'école, le journal affiche son opposition à un tel texte qui « *serait impraticable* ». Il ne ferait que « *stigmatiser, marginaliser et exclure une partie de la population quand le pays a plus que jamais besoin d'intégration* », tranche le directeur du journal, Jean-Marie Colombani, en accord avec le directeur de la rédaction, Edwy Plenel.

Fait rare, le journal fait état de la division de sa rédaction par la voix de son médiateur qui n'est autre que Robert Solé et publie des lettres des lecteurs critiques : « *Votre éditorial, dit l'une d'elles, relève de l'angélisme le plus naif, de la fausse tolérance, tout en étant un déni élémentaire des droits de la femme. Vous n'avez rien compris à la vaste entreprise dont le voile est une arme majeure.* »

« LA LOGIQUE DE LA FORTERESSE »

Un an après l'adoption de la loi qui interdit le foulard à l'école, le journal opère un virage sur l'aile – dans l'intervalle, fin novembre 2004, Edwy Plenel a démissionné de son poste de directeur de la rédaction. L'éditorial du 15 mars 2005 constate que le texte « *s'est imposé et est mieux accepté que l'on pouvait se l'imaginer* ». « *Non, écrit Le Monde en septembre 2004, le foulard islamique n'est définitivement pas [un] morceau de tissu anodin (...)* [mais] un enjeu central aux yeux de certains groupes islamistes dans la confrontation qu'ils souhaitent avec l'Occident. »

Mais, au cours des décennies 1990-2020, où l'immigration obsède de plus en plus la vie politique, le journal ne varie guère sur deux



Des écolières musulmanes, à l'entrée du lycée de Creil (Oise), le 20 octobre 1989.
WILLIAM STEVENS/GAMMA-RAPHO



Un médecin de SOS Méditerranée prend soin d'un nauvau-né et de sa mère, sur une embarcation sommaire, le 11 juillet 2017.
BRUNO FERT/DIVERGENCE

SUR LA QUESTION DU FOULARD À L'ÉCOLE, POSÉE À PARTIR DE 1989, LES DEUX SENSIBILITÉS QUI DIVISENT LA FRANCE PARTAGENT AUSSI LA RÉDACTION DU « MONDE »

points essentiels : le refus de considérer l'immigration hors du contexte social, démographique et international – d'où l'exigence d'une politique d'intégration et d'une vision européenne – et la dénonciation de l'exploitation politique à visée identitaire qui fait le jeu de l'extrême droite. Désignant le « *piège politique* » ouvert « *sous les pieds de la démocratie française* », Jean-Marie Colombani écrit dès 2003, qu'*« en faisant de l'identité la question-clé des temps actuels, nous aurons (...) travaillé »* pour Jean-Marie Le Pen.

Les heures sombres du passé ne cessent de planer sur la couverture des questions d'immigration souvent analysées comme une résistance à l'extrême droite et au refus du racisme et de l'antisémitisme. *« L'immigration est sans doute notre affaire Dreyfus, ce moment de vérité où se dévoile crûment une époque et se partagent radicalement des générations*, écrit Colombani au moment où, en 1996, des Africains sans papiers occupent, à Paris, dans le 18^e arrondissement, l'église Saint-Bernard. *L'infâme logique de la fortresse, où un pays se vit comme assiégié par une menace dramatiquement amplifiée, est inéluctablement celle du dédin. (...) Or, quand on nie l'autre, l'étranger, le voisin, on en vient toujours à se perdre soi-même.*

Dans les années 1990, *Le Monde* relit les questions d'immigration et de banlieues et les confie à un « *rubricard* ». L'auteur de ces lignes – avec Nathaniel Herzberg entre 1995 et 1998 – chronique le cycle, jamais refermé de- puis lors, des projets de loi sans cesse plus répressifs, de leur instrumentalisation croissante, mais aussi de l'émergence de filles et fils de l'immigration comme acteurs politiques et sociaux. Avec, en parallèle, l'échec de la « *politique de la ville* » dans des banlieues où le militantisme associatif et municipal cède la place à l'anomie, aux émeutes et à l'islamisation, voire au djihadisme. *« Dans les quartiers où se conjuguent misère sociale, concentration ethnique et abandon politique, personne ne peut définitivement exclure qu'une course de vitesse entre l'intégration et l'intégrisme soit un jour lancée »,* présentent un rapport de 1992.

Au fil des ans, *Le Monde* analyse aussi le lien entre les difficultés d'intégration, la montée de la xénophobie et l'ignorance de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation – *« Invoyer la République comme garant suprême de l'égalité ne va donc pas de soi pour la population issue de cette histoire coloniale »* (le 20 décembre 2003) –, et soutient les tentatives visant à combler cette vaste béance et à « *mérisser les mémoires* » (le 27 octobre 2004).

« C'étaient des sujets essentiels et nous avions une liberté complètement dingue. La ligne du journal, c'était nous, se souvient Nathaniel Herzberg. Nous étions soutenus par un double héritage, celui du catholicisme social avec Jean-Marie Colombani, et celui des "damnés de la terre" avec Edwy Plenel. Chacun des "rubricards" qui se sont succédé depuis lors a gardé en mémoire les responsabili- lités qu'implique d'écrire sur ces questions sensibles pour un journal influent, et la somme d'émotions que génèrent les « histoires terribles » vécues par les immigrés. Ce sont des récits que l'on porte longtemps en soi », constate Sylvia Zappi, qui a couvert l'immigration de 1999 à 2004 et a été marquée par les récits dramatiques des migrants tentant de passer en Angleterre.

A partir des années 2000, les enjeux de plus en plus européens et géopolitiques de l'immigration, les origines toujours plus variées des migrants mobilisent de plus en plus le service International du *Monde*. La « *crise migratoire* », nourrie à partir de 2015 par la guerre civile syrienne, ne fera qu'accélérer la tendance. Les aspects internationaux des migrations pèsent plus que jamais sur le débat français. L'immigration, qui était devenue une question de société dans les années 1970, s'impose aussi comme un sujet planétaire. Entre refus de l'angélisme sur l'« ouverture des frontières » et prise en compte des inégalités abyssales et des soubresauts du monde qui poussent aux migrations, *Le Monde* se mobilise pour rendre compte des drames en Méditerranée et dans l'Atlantique et plaide en faveur d'une politique européenne respectueuse des droits humains.

« BIENVENU NULLE PART »

De Roissy à Melilla, de Calais à Lampedusa, lieux emblématiques des impasses migratoires, les journalistes de la rubrique « *immigration* » ont vécu leur lot de reportages dramatiques. Laetitia Van Eeckhout, qui couvre l'immigration entre 2005 et 2010, a ainsi raconté (le 29 décembre 2005) la destinerie de Mamadou Soumaré, un enfant malien de 8 ans arrêté à sa descente d'avion à Paris et reconduit à Bamako parce que le logement de sa mère, Silla, installée en France, était trop petit pour satisfaire les normes du « *regroupement familial* ». A Melilla, enclave espagnole au Maroc, Elise Vincent (2010-2014), elle, a recueilli (le 28 novembre 2014) le témoignage haletant de Hassan Adam, 18 ans qui, après deux ans de voyage depuis la Côte d'Ivoire et six tentatives acharnées, a réussi à force les grillages qui interdisent d'accéder à la terre promise européenne. « *Nous avons le droit au bonheur comme les Européens (...), proclamait-il. J'en ai marre de cet enfer.* »

Peu après l'évacuation de la « *jungle* » de Calais, Maryline Baumard, qui a repris le flambeau en 2014, décrit (le 22 novembre 2016) « *cette enclave du tiers-monde à 250 kilomètres de la Ville Lumière [où] des gens d'ailleurs, bienvenus nulle part, se sont installés puis entassés. Certains sont morts en tentant de franchir [la Manche]. D'autres avaient été happés en Méditerranée avant même leur arrivée* ». Julia Pascual, qui lui a succédé en 2018, a retracé l'odyssée de Constance, qui, « *avant d'entreprendre la traversée de la Méditerranée, (...) avait déjà survécu à celles du Sahara et de la Libye, cru mourir de soif, subi les violences et les menaces, échappé à la captivité* », puis a accouché au milieu de la Méditerranée d'un bébé nommé Christ, avant d'être sauvée par un bateau humanitaire.

L'immigration, promesse de renouveau et de reconstruction de l'Europe sur la base du droit en 1944, est devenue, quatre-vingts ans plus tard, le réceptacle desangoisses de métissage et de déclassement, le symptôme des déséquilibres de la planète, le symbole des rires drames humains et le support favori des contempteurs de l'Etat de droit. De quoi continuer à mobiliser, à hauteur des hommes et des femmes, toutes les valeurs et les forces rédactionnelles du *Monde*. ■

PHILIPPE BERNARD
(AVEC STÉPHANIE PIERRE)
À LA DOCUMENTATION DU « MONDE »